

**Communiqué de presse
Bamako, le 29 juillet 2018**

Le candidat Ibrahim Boubacar Keïta a voté entouré de nombreux partisans

C'est à 9h précises que le candidat Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) s'est rendu accompagné de son épouse, Madame Keïta Aminata Maïga, dans leur bureau de vote situé à l'école AB dans le quartier de Sébénicoro, en Commune IV du District de Bamako. Une foule nombreuse les a accueillis aux cris de « Boua ta bla », témoignant ainsi de l'adhésion totale des habitants de ce quartier au candidat IBK.

Après avoir salué ses nombreux sympathisants, dont le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga, le directeur de campagne Dr. Bokary Treta et d'autres représentants de l'Alliance Ensemble pour le Mali (EPM) qui porte sa candidature, Ibrahim Boubacar Keïta a voté dans le calme.

À la sortie du bureau, il s'est exprimé face à la presse : « Je suis très heureux aujourd'hui. C'est un réel bonheur pour moi d'effectuer cet acte citoyen, et c'est un début de victoire pour le peuple malien, qui vote dans le calme et la sérénité. Je souhaite que la journée se déroule ainsi jusqu'au bout ».

Pour IBK, candidat à sa réélection, « ce vote aura ainsi démontré notre maturité démocratique, et notre statut de grand peuple ».

À la mi-journée, aucun incident majeur n'était signalé sur l'ensemble du territoire, conformément aux propos du candidat IBK, qui affirmait que « le nécessaire avait été fait par les autorités compétentes pour sécuriser le vote ».

IBK a par ailleurs insisté sur le fait que « la rencontre autour du Premier ministre, qui s'est tenue dans la matinée du 28 juillet, avait permis à l'ensemble des observateurs, à toutes les parties prenantes, ainsi qu'à la communauté internationale, d'être convaincus qu'il n'y avait qu'un seul fichier électoral », sur la base duquel les cartes d'électeurs ont été confectionnées. « Le peuple malien est à la fête. Le reste est superfétatoire ! », indiquait IBK, avant de quitter le bureau de vote pour son domicile, acclamé par la foule.

Toutes les conditions ont été mises en place par le gouvernement, à la demande de l'opposition et de la communauté internationale, pour garantir la transparence et la crédibilité du scrutin, qui sera clos à 18h sur l'ensemble du territoire national.

